|  |  |
| --- | --- |
| LOGO COLLECTIVITE | **N°**……………  **Arrêté portant détachement dans l’emploi fonctionnel de directeur général ou directeur général adjoint des services (DGS ou DGA)**  M  Grade |

Le Maire (*ou le Président*) de ……………………………………………………………………………

Vu le Code des collectivités territoriales,

Vu le code général de la fonction publique et notamment son article L412-6,

Vu le décret n° 86-68 du 13 janvier 1986 relatif aux positions de détachement, de disponibilité, de congé parental des fonctionnaires territoriaux et à l'intégration**,**

Vu les décrets n° 87-1101 modifié et n° 87-1102 du 30 décembre 1987 modifié portant respectivement dispositions statutaires particulières et échelonnement indiciaire de certains emplois administratifs de direction des communes et des établissements publics locaux assimilés,

***Pour les établissements publics : Communauté de communes ou d’agglomération, syndicat intercommunal, syndicat mixte, CCAS et CIAS :***

Vu le décret n° 88-546 du 6 mai 1988 fixant la liste des établissements publics mentionnés à l’article L412-6 du code général de la fonction publique,

***Pour les établissements publics assimilés à des communes* : *syndicat intercommunal, syndicat mixte fermé, CCAS et CIAS :***

Vu la délibération du Conseil ………………………………… (*syndical*, …) assimilant le………………. (*Syndicat intercommunal, syndicat mixte fermé, CCAS et CIAS)* à une commune de plus de …… habitants,

Vu la délibération du Conseil Municipal *(ou autre assemblée délibérante)* ………………………………… portant création d’un emploi fonctionnel de *(directeur général ou directeur général adjoint des services)* de communes ou d’établissements .......................……… *(Nombre d’habitants ou de logements),*

Vu la déclaration de vacance d’emploi enregistrée par le Président du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Charente sous le numéro ………………………………… par arrêté n° ………………………………… en date du ………………………………… ;

Vu la demande écrite de mise en détachement sur l’emploi fonctionnel de ............................................... (*Directeur général ou directeur général adjoint des services*) présentée par M…………………,

Vu l’arrêté en date du ………………………………… fixant la dernière situation de M………………… *(Grade)* ………………………………… et le classant au………échelon, Indice Brut ......., Indice Majoré ........, avec une ancienneté de …………………,

***Le cas échéant*,** si l’indice de l’emploi fonctionnel précédemment occupé depuis moins d’un an sur une strate inférieure ou égale est supérieur à celui du nouveau détachement : Vu l’arrêté en date du .............fixant la dernière situation de M…………………(emploi fonctionnel) ………………………………… et le classant au .……....échelon, Indice Brut ......., Indice Majoré ........, avec une ancienneté de .....……………...., et considérant que cet emploi a été occupé depuis moins d’un an à la date de la présente nomination,

***Pour les collectivités et établissements publics de plus de 40.000 habitants :***

Considérant la déclaration d'intérêts prévue à l'article L122-2 du code général de la fonction publique effectuée par l’intéressé(e) le ……………

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1 :** M…………………est détaché(e) dans l’emploi fonctionnel de (directeur général ou directeur général adjoint des services) de communes ou d’établissements de ...…...................(nombre d’habitants ou de logements), à compter du …………………………… pour une durée de ....................,

**ARTICLE 2 :** M…………………est classée(e) au ...…….... échelon, Indice Brut ....……., Indice Majoré ...……...., avec une ancienneté de ...............,

*Le cas échéant, si l’indice de l’emploi fonctionnel précédemment occupé depuis moins d’un an sur une strate inférieure ou égale est supérieur à celui du nouveau détachement :*

*Compte tenu que M … occupait un emploi fonctionnel de même niveau ou d’un niveau inférieur et que son indice était supérieur, il est classé au … échelon ; indice brut … indice majoré … il conserve l’indice … indice majoré …*

**ARTICLE 3 :** Pendant la durée de son détachement M…………………conserve dans son grade d’origine son droit à l’avancement et à la retraite.

Dès lors que l’indice de son grade deviendra supérieur à l’indice terminal de l’emploi fonctionnel, M………………… sera rémunéré sur son grade.

**ARTICLE 4 :** Le Secrétaire Général (*ou le Directeur Général des Services*) est chargé de l’exécution du présent arrêté qui sera notifié à l’agent.

Ampliation adressée :

- au Président du Centre de Gestion de la Charente

- au Comptable de la collectivité

Fait à………………………,

le……………………………

Prénom, Nom et qualité du signataire

|  |
| --- |
| Le Maire (*ou le Président*),  - certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,  - informe que le présent arrêté peut faire l’objet d’un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de POITIERS (86) dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.  Ce recours peut être déposé sur l’application informatique « Télérecours citoyens », accessible par le site : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)  Notifié le …………………………….  Signature de l’agent : |